

# Règlement de la consultation

Accord-cadre relatif à la tierce maintenance de  
matériels d’infrastructure et prestations  
associées.

CONSULTATION : 25\_ TMM\_INFRA

**Forme :** Accord-cadre à bons de commande et mono-attributaire

**Montant maximum par lot :**

- Lot 1 : 112 000 000 € HT
- Lot 2 : 24 000 000 € HT
- Lot 3 : 8 000 000 € HT

**Date et heure limite de remise des plis :** vendredi 20 juin 2025 à 14H00

Rédacteur  
SG/DNum/P2M/BAJ



Sommaire

I-PREAMBULE..... 3

II- DOSSIER DE CONSULTATION/INFORMATIONS ..... 3

II.1. Contenu du dossier de consultation / Documents de référence ..... 3

II.2. Modification du dossier de consultation des entreprises ..... 4

II.3. Renseignements complémentaires ..... 4

II.4. Auditions des candidats ..... 4

II.5. Négociation..... 4

II.6. Clause d’insertion par l’activité économique ..... 5

III- ADRESSE/DELAIS ..... 5

III.1. Adresse de remise des offres ..... 5

III.2. Date limite de réception des offres ..... 5

III.3. Demande de prolongation de la date limite de réception des offres ..... 5

III.4. Délai de validité des offres ..... 5

IV- PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES..... 5

IV.1. Les éléments relatifs à la candidature..... 5

IV.2. Les éléments relatifs à l’offre ..... 6

IV.3. Précisions relatives aux variantes ..... 6

IV.4. Précisions concernant les groupements ..... 6

IV.5. Précisions relatives à la sous-traitance ..... 7

V- MODALITES DE TRANSMISSION DES DOSSIERS..... 7

V.1. Généralités ..... 7

V.2. Précisions relatives à la signature électronique ..... 7

V.3. Précisions relatives aux programmes informatiques malveillants ..... 7

V.4. Précisions relatives à la copie de sauvegarde ..... 8

V.5. Précisions relatives à l’égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ..... 8

V.6. Langue française ..... 8

VI- SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ..... 8

VI.1. Examen des candidatures ..... 8

VI.2. Examen des offres ..... 8

VI.3. Règles des arrondis ..... 15

VI.4. Attribution de l’accord-cadre, mise au point ..... 15

VI.5. Décision finales/information des candidats évincés..... 15

VI.6. Voies et délais de recours ..... 16

I-PREAMBULE

La présente consultation porte sur la tierce maintenance matérielle, concernant les serveurs x86, les solutions de stockage et les solutions de sauvegarde, ainsi que l'exécution de prestations associées.

Cette consultation est portée par le ministère de la Justice, suite à un mandat interministériel octroyé par la Direction des achats de l'Etat (DAE), pour son propre compte et pour le compte de plusieurs ministères. Elle donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre interministériel.

Allotissement :

Conformément aux dispositions des articles L2113-10 et L2113-1 du code de la commande publique, les prestations du présent accord-cadre sont décomposées en trois lots définis comme suit :

N° DU LOT	INTITULES	CODE CPV
LOT N° 1	Tierce maintenance matérielle de serveurs x86 et prestations associées	50312000 - Maintenance et réparation de matériel informatique
LOT N° 2	Tierce maintenance matérielle de solutions de stockage et prestations associées	
LOT N° 3	Tierce maintenance matérielle de solutions de sauvegarde et prestations associées	

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots. Le nombre de lot pouvant être attribué à un même soumissionnaire n'est pas limité.

Le détail des prestations attendues est indiqué dans le cahier des clauses techniques particulières.

Procédure :

Sur la base des dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique, la procédure de la consultation est celle de l'appel d'offres ouvert.

Forme :

Le marché passé au terme de cette consultation sera un accord-cadre mono-attributaire exécuté par l'émission de bons de commande passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Les différents lots de l'accord-cadre seront conclus sans montant minimum et avec un maximum en valeur :

N° DU LOT	INTITULES	Montants sur la durée totale d'exécution	
		Montant estimé (€ HT)	Montant maximum (€ HT)
LOT N°1	Tierce maintenance matérielle de Serveurs x86 et prestations associées	28 000 000 €	112 000 000 €
LOT N°2	Tierce maintenance matérielle de solutions de stockage et prestations associées	6 000 000 €	24 000 000 €
LOT N°3	Tierce maintenance matérielle de solutions de sauvegarde et prestations associées	2 000 000 €	8 000 000 €

Les montants estimatifs et maximums ci-dessus sont fixés pour la durée totale de l'accord-cadre, soit pour quatre (4) ans.

Les montants estimatifs sont donnés à titre purement indicatif. Ils n'engagent nullement l'administration et les services Bénéficiaires.

**Durée :** L'accord-cadre sera conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit deux fois pour une durée de 12 mois à sa date anniversaire (2+1+1) sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

**Financement :** Le financement de l'opération est assuré par les fonds propres de chaque service bénéficiaire, dont la liste figure à l'article 1.1 du CCTP. L'opération est susceptible de faire l'objet d'attribution des fonds d'autres organismes, notamment d'attribution de fonds européens.

II- DOSSIER DE CONSULTATION/INFORMATIONS

II.1. Contenu du dossier de consultation / Documents de référence

Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des documents suivants :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
  - Annexe n°1 : « Attestation de confidentialité » ;
- L'acte d'engagement pour chaque lot et ses annexes :
  - Annexe « Prix » version intégrale composée du bordereau des prix unitaires (BPU), du détail quantitatif estimatif (D.Q.E), du parc total pour le lot 1 ;
  - Annexe « Prix » version intermédiaire composée du bordereau des prix unitaires (BPU), du détail quantitatif estimatif (D.Q.E), du parc total pour les lots 2 et 3 ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes :
  - Annexe n°1 : « Sous-traitance Informatique et Libertés » (RGPD)
  - Annexe n°2 : Engagement RSE
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de réponse technique (CRT), pour chaque lot ;
- Les formulaires DC1 et DC2 et DC4.

**Attestation de confidentialité (Annexe 1 au Règlement de consultation, figurant dans le DCE)**  
**Demande de l'annexe « Prix » intégrale et de l'annexe 1 au CCTP « Liste globale du parc matériels »**

Dans le cadre de la présente procédure portant sur la « tierce maintenance de matériels d'infrastructure et prestations associées », pour des raisons tenant à la sensibilité et la confidentialité de certaines données figurant dans l'annexe « prix » à l'acte d'engagement des lots 2 et 3, les opérateurs économiques ont librement accès, à ce stade de la procédure, qu'à une version intermédiaire desdites annexes. L'annexe « prix » à l'acte d'engagement du lot 1 est quant à elle d'ores et déjà fournie dans sa version intégrale dans le Dossier de consultation des entreprises (DCE).

En outre, pour ces mêmes raisons de sensibilité et de confidentialité, l'annexe 1 au CCTP « Liste globale du parc matériels » n'est pas en libre accès.

Ces annexes ne seront transmises qu'aux seuls candidats qui en feront expressément la demande (**en indiquant précisément la ou les annexes concernées**) et qui s'engageront sur la confidentialité, dans les conditions décrites ci-après.

Les candidats adressent au ministère de la Justice l'attestation de confidentialité (annexe 1 au Règlement de consultation), dans son intégralité, dûment **complétée et signée électroniquement**, puis retournée via le profil acheteur du ministère de la Justice ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)), en cliquant sur le bouton « poser une question » dans la consultation.

Cette demande doit intervenir en temps utile au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, soit **le 10 juin 2025 inclus** pour permettre au ministère de la Justice de répondre au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres, soit **jusqu'au 13 juin 2025 inclus**. En cas de prolongation de la date limite de réception des offres, la demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres nouvellement fixée et le ministère de la Justice répondra au plus tard 7 jours avant la remise des offres.

Le ministère de la Justice ne saurait être responsable des demandes intervenues hors délais. Dès réception et acceptation de ladite attestation par le ministère de la Justice, la version intégrale du/des annexe(s) prix sera transmise au candidat via le profil acheteur susmentionné.

**Attention : toute information manquante ou erronée est susceptible de faire l'objet d'un refus de communication de l'/les annexes de la part du ministère de la Justice.**

**Attention : Le ministère de la Justice ne saurait en aucun cas être tenu responsable des éventuelles irrégularités quant à la réponse du candidat qui résulteraient de l'absence de cette demande et l'absence d'engagement sur la confidentialité.**

**Attention : les candidats ne pourront répondre à la présente consultation avec les versions intermédiaires des annexes « prix ». A l'appui de leur offre, les candidats devront remettre la version intégrale du/des annexe(s) « prix » (en fonction des lots pour lesquels ils candidatent) qui ne sera envoyée qu'aux seuls candidats qui en feront expressément la demande sur le lot concerné et qui s'engageront sur la confidentialité, dans les conditions décrites ci-après.**

Outre le dossier de consultation des entreprises, il est fait référence aux documents généraux suivants :

1. Le Code de la commande publique ;
2. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
3. La directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics ;

Le présent règlement de la consultation n'est en revanche pas destiné à être retourné en ce qu'il n'a pour objet que d'informer les candidats et de fixer l'organisation de la consultation.

## II.2. Modification du dossier de consultation des entreprises

L'Administration se réserve le droit d'apporter des modifications de détail aux documents de la consultation listés ci-dessus, au plus tard sept (7) jours avant la date limite de réception des offres soit le **13 juin 2025 inclus**.

Si les modifications apportées sont considérées comme trop importantes en ce qu'elles pourraient contraindre les entreprises à revoir leur proposition, la date limite de dépôt des plis est reportée de telle façon à ce que chacun des candidats puisse tenir compte desdites modifications dans sa réponse.

Quelle que soit la nature de la modification apportée au DCE, l'ensemble des candidats est immédiatement informé de celle-ci par messagerie électronique sécurisée via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Aucune modification ne peut être apportée au dossier de consultation par les candidats. **Toutes réserves et modifications portées directement par les candidats sur les documents de la consultation sont susceptibles de justifier leur élimination.**

## II.3. Renseignements complémentaires

Les candidats peuvent demander toutes les précisions qu'ils jugent utiles à l'établissement de leur offre **au plus tard le 10 juin 2025 inclus**, soit dix (10) jours avant la date limite de réception des offres.

Ces demandes doivent être transmises par le biais de la PLACE en cliquant sur le bouton « poser une question ».

L'Administration apportera la réponse nécessaire par le biais de la PLACE.

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-6 du code de la commande publique, ces renseignements seront communiqués au plus tard sept (7) jours avant la date limite de réception des offres, soit **jusqu'au 13 juin 2025 inclus**.

Pour être informés des échanges avec le Ministère, les candidats devront vérifier que les courriels émis depuis l'adresse des échanges avec la plate-forme des achats de l'État (PLACE) [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) ne soient pas bloqués par des filtres de leur système de messagerie.

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que, si une identification n'est pas exigée sur le site susvisé, le choix d'un accès anonyme empêche la communication des informations complémentaires et des éventuelles modifications apportées dans le cadre de la consultation.

## II.4. Auditions des candidats

Dans le cadre de la présente consultation, le ministère de la Justice se réserve la possibilité d'organiser des auditions avec l'ensemble des candidats. Il se réserve également la possibilité de ne pas auditionner les candidats. Le cas échéant, un procès-verbal d'audition sera établi pour assurer la traçabilité des échanges. Les modalités des auditions seront les mêmes pour l'ensemble des candidats. Elles seront précisées dans le courrier électronique de convocation, qui devra être envoyé via la PLACE, dans un délai raisonnable déterminé par l'Administration.

## II.5. Négociation

Aux termes de l'article R.2161-5 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut négocier avec les soumissionnaires. Il lui est seulement possible de demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre.

II.6. Clause d’insertion par l’activité économique

Pour promouvoir l’emploi et combattre l’exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l’article L.2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d’insertion par l’activité économique. Cette clause est applicable à tous les lots de la consultation.

Pour l’exécution du marché, l’entreprise attributaire devra réaliser une action d’insertion qui permette l’accès ou le retour à l’emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d’insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d’accompagnement mis en œuvre par :

Ensemble Paris Emploi Compétences  
18 rue Goubet  
75019 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d’insertion par l’activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d’exécution sera déclarée irrégulière au motif qu’elle ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation.

III- ADRESSE/DELAIS

III.1. Adresse de remise des offres

Conformément à l'article R.2132-7 du code susvisé, les offres sont transmises uniquement par voie électronique, dans les conditions formelles détaillées au point V ci-après, sur la plate-forme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

III.2. Date limite de réception des offres

Les offres doivent être reçues :

Avant le :	20 juin 2025	A 14 : 00
------------	--------------	-----------

III.3. Demande de prolongation de la date limite de réception des offres

Toute demande de prolongation des délais de la consultation doit parvenir dans les mêmes conditions d’envoi des questions et des délais que celles qui trouvent à s’appliquer aux renseignements complémentaires énoncés au point II.3 ci-avant.

L'Administration est libre de donner suite ou non aux demandes qui lui parviennent.

Dans le cas d'une décision de prolongation des délais, chaque candidat en est averti par le biais de la PLACE.

III.4. Délai de validité des offres

Les offres sont valables 180 jours à compter de la date limite de réception des offres susmentionnée, ceci incorporant une obligation à la charge des seules sociétés déclarées attributaires d'accepter une matérialisation de leur offre en fin de procédure.

IV- PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

IV.1. Les éléments relatifs à la candidature

IV.1.1 – Si le candidat répond à plusieurs lots, il adresse un dossier unique de candidature où il mentionne expressément le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) il candidate.

IV.1.2 – Le dossier transmis par les candidats en réponse à la présente consultation comporte au minimum les éléments suivants :

- Le formulaire DC 1 ("Lettre de candidature Désignation du mandataire par ses cotraitants") renseigné ;
- La copie du (ou des) jugement(s) prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Le formulaire DC 2 renseigné ("Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement") comprenant les renseignements et documents demandés ci-dessous permettant d’apprécier les capacités financières, techniques et professionnelles du candidat conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, à savoir :
  - une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat, et, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois (3) derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début de l'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
  - une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois (3) dernières années ;
  - références : Une liste des principales fournitures et services fournis au cours des trois (3) dernières années, indiquant le montant, la date, et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Il est précisé que si plusieurs opérateurs soumettent une candidature commune (groupement) :

- Le DC1 est complété par le seul mandataire s'il est habilité à représenter le groupement et, dans le cas contraire, par chacun de ses membres ;
- Le DC2 est transmis pour chacune des sociétés membres du groupement.

IV.1.3 – En application des dispositions de l’article R.2143-14 du code susvisé, un candidat peut s'abstenir de renvoyer certaines des pièces administratives susvisées :

- lorsque celles-ci ont été transmises dans le cadre d'une précédente consultation initiée par la Direction du numérique (DNum) du ministère de la Justice et qu'elles demeurent valables ;
- en fournissant les chemins et moyens d'accès permettant à l'Administration d'accéder directement et librement à un espace de stockage numérique où lesdites pièces administratives sont accessibles.

Étant précisé que ceci ne vaut pas pour les formulaires DC 1 et DC 2 qui restent le vecteur principal de la candidature<sup>1</sup>. Cette abstention s'accompagne d'une référence claire au(x) dossier(s) dans le(s)quel(s) l'Administration peut retrouver les éléments permettant d'apprécier sa situation juridique, sa capacité financière et sa capacité professionnelle et technique.

IV.1.4 - Par application des dispositions de l'article R.2142-3 du code de la commande publique, pour justifier de leurs capacités, le ou les candidats, même s'il s'agit d'un groupement, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature

1 Le second de ces deux formulaires, le DC2 donc, pouvant pour certaines de ses rubriques être renseigné sur la base de renvois explicites à un dossier de candidature précédent.

juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, le ou les candidats produisent, concernant cet opérateur économique, les mêmes documents que ceux qui leur sont demandés ci-dessus (la règle du renvoi à des consultations précédentes trouvant le cas échéant à s'appliquer à l'identique).

En outre, pour justifier qu'ils disposent effectivement des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution de l'accord-cadre, ils produisent un engagement écrit signé par un représentant de l'opérateur économique considéré.

**IV.1.5** - Conformément aux dispositions de l'article R.2143-13 du code susvisé, le ou les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'Administration peut obtenir directement et à titre gratuit par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le dossier transmis soit parfaitement explicite s'agissant :

- des éléments ci-avant demandés qui sont ainsi rendus accessibles ;
- des conditions d'accès au dit système électronique ou au dit espace.

**IV.1.6** – En application de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le ou les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), au format .xml, en lieu et place des documents mentionnés au paragraphe IV.1.2 ci-avant. Dans ce cas, il est précisé que le ou les candidats sont autorisés à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci<sup>2</sup>.

Le DUME est accessible sur la plate-forme <http://www.marches-publics.gouv.fr> lors de la réponse du ou des candidats à la présente consultation.

Il est précisé que le ou les candidats peuvent réutiliser un DUME déjà été utilisé dans une procédure antérieure, tant que les informations qu'il contient demeurent valables et à jour.

Par ailleurs, un ou des candidats qui entendent recourir aux capacités d'une ou de plusieurs autres entités pour remplir les conditions de participation doit veiller à ce que l'Administration reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacune des entités auxquelles il fait appel.

## IV.2. Les éléments relatifs à l'offre

**Si le candidat répond à plusieurs lots, il doit adresser à l'Administration une enveloppe offre pour chaque lot.**

S'agissant de l'offre, le dossier transmis par les entreprises en réponse à la présente consultation comporte au minimum les éléments suivants :

1. **L'acte d'engagement** pour le lot auquel le candidat soumissionne (fourni dans le dossier de consultation des entreprises) complété sur les points suivants :

- remplir le cadre B du document « Engagement du candidat », en précisant, outre le nom et la qualité du signataire, l'origine de son pouvoir d'engager la société<sup>3</sup> (lorsque l'Administration possède déjà les documents *ad hoc*, le candidat précise le (ou les) moyens(s) par le(les)quel(s) l'Administration peut les retrouver) ;

2. **L'annexe « Prix » de l'acte d'engagement, dans sa version intégrale ;**

S'agissant des lots 2 et 3, les candidats doivent suivre les instructions indiquées à l'article II.1 du présent règlement de consultation (et figurant également dans l'annexe 1 au présent Règlement de Consultation « attestation de confidentialité ») pour faire la demande de l'annexe « Prix » dans sa version intégrale des lots 2 et 3 (annexe 1 à l'Acte d'engagement).

Seule cette version intégrale devra être complétée et jointe à l'offre du candidat avant la date limite de remise des offres.

Le candidat doit impérativement renseigner l'annexe suivant les recommandations y figurant.

Le cadre de la réponse doit être rigoureusement suivi. Les réponses telles que « sur devis », « nous consulter », « non déterminé », « hors ... », à la place des prix, ..., et d'une manière générale, toutes les réponses non conformes à celles attendues ne sont pas autorisées et sont susceptibles d'entraîner l'élimination de l'offre.

Il est porté à l'attention du candidat que dans le cas où des erreurs purement matérielles affectant des formules de tableur (par ex : Excel) - en termes de multiplication, d'addition ou de report de données - seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence par l'Administration.

**NB : Les quantités indiquées dans le DQE ne sont pas contractuelles.**

3. **Le mémoire de réponse technique du candidat et ses annexes. Le candidat devra structurer son mémoire technique en respectant strictement le Cadre de réponse technique (CRT). L'attention du candidat est attirée sur le fait que le mémoire technique du candidat ne doit pas excéder 80 pages, annexes comprises (police « Times New Roman », taille 11 avec des interlignes simples).** Le candidat veillera à transmettre l'ensemble des documents présentés de manière à faciliter leur analyse par l'Administration (numérotation des annexes, création d'un sous-dossier « annexes techniques ») ;
4. **Un modèle générique du plan d'assurance qualité (PAQ)** définissant les dispositions générales mises en œuvre pour assurer la qualité requise des services fournis ;
5. **Un modèle générique du plan d'assurance sécurité (PAS)** définissant les dispositions générales mises en œuvre pour assurer la sécurité des intervenants durant les interventions de maintenance ;
6. **L'engagement RSE** (annexe 2 CCAP) dûment complété et signé ;
7. Dans le cas où il entend obtenir l'agrément d'un (ou de plusieurs) sous-traitant(s), un formulaire DC4 renseigné, portant clairement la part de l'accord-cadre appelée à faire l'objet de sous-traitance. **Il est indiqué au candidat qu'un nouveau formulaire DC4 est applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

S'ils n'ont pas à être fournis dans l'offre par les candidats, le CCAP et le CCTP de la consultation à prendre en compte sont ceux de la dernière version du DCE publié sur la PLACE.

## IV.3. Précisions relatives aux variantes

Dans le cadre de la présente consultation, les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

Il n'est pas prévu de variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

## IV.4. Précisions concernant les groupements

Dans le cas où ils souhaitent se présenter en groupement, les opérateurs économiques peuvent se présenter sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, conformément aux articles R.2142-19 et R.2142-20 du code de la commande publique et, dans ce cadre, le dossier de candidature :

- habilite, dans le DC1, quelle que soit la forme juridique du groupement, un mandataire représentant l'ensemble des membres vis-à-vis de l'Administration et coordonnant les prestations des membres du groupement.
- identifie les modalités de paiement des cotraitants en indiquant obligatoirement au choix :
  - un compte bancaire commun (ce qui n'est possible que pour un groupement solidaire) ;

<sup>2</sup> Étant rappelé qu'en remplissant le DUME, le candidat s'engage, en toute hypothèse, à produire les renseignements et documents requis par l'Administration qui peut les lui demander, ensuite, à tout moment de la procédure en tout ou partie.

<sup>3</sup> Cette vérification s'opère par le biais de de son numéro unique d'identification (le ou les candidats peuvent les envoyer par le biais de son numéro de SIREN à une consultation des sites spécialisés ou en transmettre une copie) et, le cas échéant, par tout autre document attestant de la capacité du signataire à engager le candidat.



- une identification aussi claire que possible des interventions de chacun (valable quelle que soit la forme du groupement).

Il est précisé qu'un même opérateur économique ne peut pas :

- faire partie de plusieurs groupements concurrents ;
- présenter en même temps une offre individuelle et une offre groupée.

En cas de groupement conjoint, et en application de l'article R.2142-22 du code de la commande publique, le mandataire est nécessairement solidaire, pour la bonne exécution du présent accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Administration.

Sur les sujets de groupement, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une « bourse à la cotraitance » a été mise en place sur la PLACE<sup>4</sup> qui, comme l'indique la direction des achats de l'État, vise à « *faciliter les contacts avec d'autres entreprises avant de répondre à des marchés de l'État de manière groupée sous la forme de groupement momentané d'entreprise (GME)* ».

#### IV.5. Précisions relatives à la sous-traitance

Si le ou les candidats entend (ent) présenter et s'appuyer sur les capacités d'un ou plusieurs sous-traitant(s) pour l'analyse de sa candidature, ils doivent :

- Transmettre un DC4 (**version 2024**) dûment complété et signé par le candidat et le sous-traitant ou toute déclaration mentionnant à minima les éléments suivants :
  - la nature des prestations sous-traitées ;
  - l'unité d'œuvre de la prestation conformément au bordereau des prix unitaires ;
  - le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
  - le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant (avec la décomposition des prestations) ;
  - les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
  - la durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
  - le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquels le candidat s'appuie ;
  - le fait que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner ;
- Fournir un extrait Kbis datant de moins de trois (3) mois ainsi que les attestations fiscales et sociales du sous-traitant datant de moins de six (6) mois.

**A défaut de tels éléments, l'Administration se réserve la possibilité de juger la candidature et l'offre qu'au regard des seules capacités du candidat « principal », sans qu'aucune contestation ne puisse être élevée par ce dernier.**

### V- MODALITES DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

#### V.1. Généralités

Dans le cadre de la **transmission électronique obligatoire** énoncée ci-avant, la transmission se fait nécessairement par le biais de la plateforme précitée, étant précisé que :

- l'utilisation des services de la plate-forme suppose l'acceptation des conditions d'utilisation (notamment des prérequis techniques accessibles sur la plate-forme) ;
- l'utilisation des logiciels bureautiques courants (documents en. odt, .doc, .xls, .pdf, ...) est impérative ;
- il convient d'exclure les formats comportant des éléments exécutables, tels que les « .exe », les scripts et les outils faisant appel à des « macros ».

En rappelant que les conditions d'utilisation de la plate-forme alertent clairement sur les questions de connexion, les candidats sont, en cas de difficulté technique rencontrée dans le cadre de la remise de leur dossier (certificat ou signature électroniques, problème de transmission...), invités sans délai à :

- contacter le support de la plateforme<sup>5</sup>, le mieux à même de les assister dans leur démarche, qui leur remet un ticket d'incident prouvant leur bonne foi ;
- Informer le service des difficultés rencontrées et des réponses apportées par le support.

En tout état de cause, il est rappelé qu'il appartient aux entreprises de prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer de la remise de leurs dossiers sur la plate-forme dans les délais.

Pour une question de présentation, le dépôt électronique respecte les dispositions de l'article IV ci-avant quant à l'identification, au sein d'un même pli global, une partie « candidature » et une partie « offre » distincte apparaissent. Ces parties présentent le contenu desdits dossiers (voir article IV.1 et IV.2 ci-avant).

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que, si une identification n'est pas exigée sur le site susvisé, le choix d'un accès anonyme empêche la communication des informations complémentaires et des éventuelles modifications apportées dans le cadre de la consultation.

#### V.2. Précisions relatives à la signature électronique

Par application des dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, l'acte d'engagement et son annexe (Bordereau de prix unitaire) ainsi que le mémoire de réponse du candidat **peuvent** être, dès la remise de l'offre, signés au moyen d'un certificat de signature électronique, qui garantit notamment son identification.

Dans ce cadre, la signature électronique est considérée comme valable si les quatre impératifs suivants sont respectés :

1. La signature est effectivement apposée au travers d'un outil *ad hoc* qui peut être :
  - l'outil de signature de la PLACE ;
  - tout autre outil qui respecte les conditions stipulées aux articles 3 et 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.
2. Le certificat de signature est établi et utilisé dans les conditions stipulées à l'article 2 dudit arrêté<sup>6</sup> ;
3. Le certificat utilisé est valide à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) ;
4. Le certificat est établi au nom d'une personne physique autorisée à signer (personne ayant la capacité à engager la société, attestée par le biais d'un l'extrait K-Bis ou de son équivalent ou, le cas échéant, par tout autre document attestant de la capacité du signataire à engager le candidat).

Sauf à ce qu'ils les aient adressés dans le cadre d'une précédente consultation (auquel cas il le précise expressément et indique alors à l'Administration comment les récupérer), le candidat fournit, en français ou au minimum accompagné d'une traduction en français, tous les éléments permettant à l'Administration de procéder aux vérifications des éléments ci-dessus, ceci valant notamment pour :

- le certificat de signature lorsqu'il n'est pas référencé par les autorités nationales ou européennes (vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat) ;
- l'outil de signature (validité de la signature et intégrité du document.)

Dans le cadre d'une cotraitance ou d'une sous-traitance, le candidat peut, s'il le souhaite, recourir à un parapheur électronique facilitant la signature multiple d'un même document. Dans ce cadre, il est rappelé que chaque signature doit pouvoir être vérifiée indépendamment des autres.

#### V.3. Précisions relatives aux programmes informatiques malveillants

<sup>4</sup><https://www.economie.gouv.fr/dae/nouveau-service-sur-place-pour-pme-bourse-a-cotraitance>.

<sup>5</sup> Contact du support PLACE : 01-76-64-74-07 – [place.support@atexo.com](mailto:place.support@atexo.com)

<sup>6</sup> Les éléments d'information (documents de référence de l'Administration électronique : RGS et référencement, liste des organismes habilités au référencement (RGS), liste des offres référencées (RGS), liste de confiance française, liste de confiance européenne...) sont accessibles à l'adresse : <https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/confiance-numerique/liste-des-documents-constitutifs-du-rgs-v-2-0/>

Dans le cas où un programme informatique malveillant (virus, cheval de Troie...) est détecté lors de l'ouverture des dossiers de candidature et/ou d'offre, l'Administration procède :

- à une tentative de réparation (mise en œuvre des programmes informatiques *ad hoc*) ;
- à l'ouverture de la copie de sauvegarde lorsque celle-ci existe, dans les limites et conditions stipulées au point V.4 ci-après.

L'impossibilité technique d'ouvrir une offre et sa copie de sauvegarde le cas échéant conduit dès lors à la rejeter puis à en informer le candidat concerné dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 du code de la commande publique.

#### V.4. Précisions relatives à la copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du code susvisé, le candidat peut, s'il le souhaite, adresser parallèlement une copie de sauvegarde à l'Administration.

Reprenant strictement les mêmes éléments que le dossier principal, ladite copie peut être faite sur support physique électronique (cédérom ou clé USB) ou sur support papier.

Dans le premier cas, il est rappelé que les documents de la copie de sauvegarde peuvent être signés électroniquement au moyen d'un certificat de signature électronique dans les mêmes conditions que celles présentées au V.2.

Elle doit parvenir dans les délais impartis pour la réception des plis et être placée dans un pli scellé comportant l'objet de la consultation et la mention lisible : « copie de sauvegarde » ainsi que la référence du pli déposé sur la plate-forme « [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) », et peut ainsi :

- Être adressée sous pli recommandé avec avis de réception postal à l'adresse suivante :

Ministère de la Justice  
SG/DNUM/P2M/BAJ  
13, place Vendôme - 75042 Paris Cedex 01

- Être déposée du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00, contre remise d'un récépissé, dans les locaux de l'Administration à l'adresse suivante :

Ministère de la Justice  
SG/DNUM/P2M/BAJ  
Immeuble Le Millénaire 2 – 35, rue de la Gare – Paris 19<sup>ème</sup>  
Tram 3bis, RER E : station "Rosa Parks"

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de la mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Conformément au décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022 et de l'arrêté du 14 avril 2023, la copie de sauvegarde peut être transmise également par voie dématérialisée (via une plateforme cloud par exemple).

#### V.5. Précisions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

En application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (éga-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances ».

**La prise en compte de l'égalité femmes-hommes doit être limitée aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations dudit contrat.** Dès lors, l'attributaire doit impérativement renseigner le questionnaire disponible via le lien ci-dessous, avant la date de notification du marché :

[https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite\\_Discriminations\\_Egalite\\_2021/questionnaire.htm](https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm)

Le questionnaire devra également être complété **2 mois avant la date de fin du marché**.

#### V.6. Langue française

L'intégralité des pièces adressées dans le cadre de la présente procédure est rédigée en français. Si un document de l'offre ou de la candidature n'est pas rédigé dans cette langue, il s'accompagne impérativement d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Tous les documents non traduits sont considérés comme inexistant.

### VI- SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Conformément à l'article R.2144-3 du code de la commande publique, l'Acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.

Conformément à l'article R.2144-2 du code de la commande publique, le ministère de la Justice se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature. Les modalités seront indiquées dans le courrier de demande.

Conformément à l'article R.2152-2 du code de la commande publique, le ministère de la Justice se réserve la possibilité de demander la régularisation des offres irrégulières. Les modalités seront indiquées dans le courrier de demande de régularisation. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

#### VI.1. Examen des candidatures

Au vu des éléments produits au titre de la candidature, les candidats qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique seront éliminés.

Conformément aux articles L.2142-1 et R.2144-1 à 7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur examinera l'aptitude des candidats à exercer l'activité professionnelle, et évaluera leurs capacités économiques et financières, techniques et professionnelles.

#### VI.2. Examen des offres

Les offres inacceptables et/ou inappropriées sont éliminées conformément à l'article L.2152-1 et R.2152-1 du code de la commande publique.

Sur la base des dispositions de l'article R.2152-2 du code susvisé, l'Administration peut par ailleurs autoriser tous les candidats concernés à régulariser les offres qu'elle a qualifiées d'irrégulières dans un délai approprié. Cette régularisation ne peut être effectuée qu'à condition que les offres ne soient pas anormalement basses et sous réserve de ne pas en modifier substantiellement les caractéristiques.

Le classement des offres sera effectué conformément à la notation attribuée dans les conditions précisées ci-après, permettant de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse par rapport aux critères de choix suivants (le chiffre entre parenthèse indiquant la pondération) :



Pour le lot 1 :

Critères et sous-critères		Eléments d'appréciation		Pondération sur 1000 points	
Critère 1 : Valeur technique de l'offre		L'appréciation de ce critère se fait au regard des sous-critères, sous-sous critères et sous-sous-sous-critères ci-dessous :		450	
Sous-critère 1.1 : ORGANISATION GLOBALE DU MARCHE				85	
	Sous-sous critère 1.1.1 : Pertinence de l'organisation proposée pour la mise en place et le suivi du marché			45	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.1 : Pertinence de l'organisation proposée par le candidat lors de la prestation d'initialisation du marché		15	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.2 : Pertinence de l'organisation proposée par le candidat lors de la prestation de réversibilité du marché		15	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.3 : Organisation standard proposée pour le traitement et le suivi des commandes des services Bénéficiaires		15	
	Sous-sous critère 1.1.2 : Gestion des évolutions du parc à maintenir			28	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.2.1 : Prise en compte du retrait et/ou ajout de Matériel(s) dans le parc du Bénéficiaire		10	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.2.2 : Prise en compte de la maintenance d'un upgrade installé sur un Matériel du parc		8	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.2.3 : Prise en compte d'un changement de niveaux de garantie d'un Matériel du parc		10	
	Sous-sous critère 1.1.3 : Indicateurs de performance et NPS			12	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.3.1 : Pertinence des indicateurs de performances complémentaires au CCTP, proposés par le candidat		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.3.2 : Pertinence de l'exemple de fichier de satisfaction Client (NPS)		3	
	Sous-critère 1.2 : METHODOLOGIE ET ORGANISATION PROPOSEES POUR LA MAINTENANCE CURATIVE				290
		Sous-sous critère 1.2.1 : Modalités de saisine du titulaire, moyens engagés			60
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.1 : Schéma d'organisation interne du candidat		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.2 : Mise à disposition d'une boîte d'accès à un portail (extranet)		11	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.3 : Organisation et descriptif relatifs à la prise d'appels dans le cadre du guichet unique		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.4 : Proposition par le candidat de mise en œuvre d'une Hot-line (Niveau 1) en langue française		5	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.5 : Proposition par le candidat de mise en œuvre du Support Niveau 2 en langue française		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.6 : Proposition par le candidat de mise en œuvre du Support Niveau 3 en langue française		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.7 : Proposition par le candidat de mise en œuvre des procédures d'escalade		8	
Sous-sous critère 1.2.2 : Télémaintenance proposée par le candidat			18		
		Sous-sous-sous-critère 1.2.2.1 : Description par le candidat de l'organisation et des moyens techniques de son service de télémaintenance		10	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.2.2 : Télémaintenance : Qualité du modèle type de rapport d'intervention		8	
Sous-sous critère 1.2.3 : Stocks de matériel et pièces de rechange proposés par le candidat			74		
		Sous-sous-sous-critère 1.2.3.1 : Liste des stocks de pièces détachées à disposition		35	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.3.2 : Organisation d'un stock dédié de pièces détachées		39	
Sous-sous critère 1.2.4 : Habilitations, agréments et partenariats			85		
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.1 : Niveau des agréments constructeurs (mainteneur autorisé)		40	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.2 : Intervenants pressentis Niveau 1, 2, 3		30	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.3 : Contrats de service ou de réassurance ou équivalents		15	

	Sous-sous critère 1.2.5 : Modalités d'exécution de la maintenance curative et d'intervention		53
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.1 : Modalités d'organisation relatives aux agences affectées à l'exécution de la maintenance curative	15
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.2 : Procédure proposée par le candidat s'agissant de la mise à disposition des mises à jour correctives, mineures et majeures du microcode	15
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.3 : Moyens mis à disposition des techniciens d'intervention (matériels, outils...)	15
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.4 : Qualité du compte-rendu d'intervention proposé par le candidat	8
Sous-critère 1.3 : ORGANISATION ET MOYENS PROPOSES POUR LES PRESTATIONS PONCTUELLES ASSOCIÉES			75
	Sous-sous critère 1.3.1 : Modalités mises en œuvre par le candidat pour la réalisation de prestations d'implémentation de montée de version microcode		25
	Sous-sous critère 1.3.2 : Adéquation des profils pressentis et modalités de mise en œuvre s'agissant de la prestation d'Astreinte sur site		25
	Sous-sous- critère 1.3.3 : Déménagement / transport		25
		Sous-sous-sous-critère 1.3.3.1 : Intervenants affectés à la prestation	7
		Sous-sous-sous-critère 1.3.3.2 : Déroulement de la prestation	18
Critère 2 : Valeur financière de l'offre		Les offres financières seront évaluées sur la base du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) fourni par chaque candidat selon la formule suivante :  Note du prix du candidat noté = ((Prix le plus bas) / (Prix de l'offre examinée du candidat noté)) x 500	500
Critère 3 : Performance environnementale		L'appréciation de ce critère se fait au regard des sous-critères ci-dessous :	50
Sous-critère 3.1 : NIVEAUX DE SERVICE PROPOSES POUR LA DESTRUCTION DES SUPPORTS HDD, SSD ET BANDES MAGNETIQUES			25
Sous-critère 3.2 : ORGANISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA PRESTATION DE DESTRUCTION DE DISQUES OU SUPPORTS MAGNETIQUES			25

## Pour le lot 2 :

Critères et sous-critères		Eléments d'appréciation		Pondération sur 1000 points	
Critère 1 : Valeur technique de l'offre		L'appréciation de ce critère se fait au regard des sous-critères, sous-sous critères et sous-sous-sou-critères ci-dessous :		450	
Sous-critère 1.1 : ORGANISATION GLOBALE DU MARCHE				70	
	Sous-sous critère 1.1.1 : Pertinence de l'organisation proposée pour la mise en place et le suivi du marché			40	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.1 : Pertinence de l'organisation proposée par le candidat lors de la prestation d'initialisation du marché		15	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.2 : Pertinence de l'organisation proposée par le candidat lors de la prestation de réversibilité du marché		15	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.3 : Organisation standard proposée pour le traitement et le suivi des commandes des services Bénéficiaires		10	
	Sous-sous critère 1.1.2 : Gestion des évolutions du parc à maintenir			18	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.2.1 : Prise en compte du retrait et/ou ajout de Matériel(s) dans le parc du Bénéficiaire		10	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.2.2 : Prise en compte d'un changement de niveaux de garantie d'un Matériel du parc		8	
	Sous-sous critère 1.1.3 : Indicateurs de performance et NPS			12	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.3.1 : Pertinence des indicateurs de performances complémentaires au CCTP, proposés par le candidat		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.1.3.2 : Pertinence de l'exemple de fichier de satisfaction Client (NPS)		3	
	Sous-critère 1.2 : METHODOLOGIE ET ORGANISATION PROPOSEES POUR LA MAINTENANCE CURATIVE				268
		Sous-sous critère 1.2.1 : Modalités de saisine du titulaire, moyens engagées			58
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.1 : Schéma d'organisation interne du candidat		8	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.2 : Mise à disposition d'une boîte d'accès à un portail (extranet)		11	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.3. : Organisation et descriptif relatifs à la prise d'appels dans le cadre du guichet unique		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.4 : Proposition par le candidat de mise en œuvre d'une Hot-line Niveau 1 en langue française		4	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.5 : Proposition par le candidat de mise en œuvre du Support Niveau 2 en langue française		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.6 : Proposition par le candidat de mise en œuvre du Support Niveau 3 en langue française		9	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.7 : Proposition par le candidat de mise en œuvre de procédures d'escalade		8	
Sous-sous critère 1.2.2 : Télémaintenance proposée par le candidat			18		
		Sous-sous-sous-critère 1.2.2.1 : Description par le candidat de l'organisation et des moyens techniques de son service de télémaintenance		10	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.2.2 : Télémaintenance : Qualité du modèle type de rapport d'intervention		8	
Sous-sous critère 1.2.3 : Stocks de matériel et pièces de rechange			50		
		Sous-sous-sous-critère 1.2.3.1 : Liste des stocks de pièces détachées à disposition		25	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.3.2 : Mise en place d'un stock dédié de pièces détachées		25	
Sous-sous critère 1.2.4 : Habilitations, agréments et partenariats			75		
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.1 : Niveau des agréments constructeurs (mainteneur autorisé)		30	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.2 : Intervenants pressentis Niveau 1, 2, 3		30	
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.3 : Contrats de service ou de réassurance ou équivalents		15	
Sous-sous critère 1.2.5 : Modalités d'exécution de la maintenance curative et d'intervention			67		

		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.1 : Modalités d’organisation relatives aux agences affectées à l’exécution de la maintenance curative	30
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.2 : Procédure proposée par le candidat s’agissant de la mise à disposition des mises à jour correctives, mineures et majeures du microcode	15
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.3 : Moyens mis à disposition des techniciens d’intervention (matériels, outils...)	15
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.4 : Qualité du compte-rendu d'intervention proposé par le candidat	7
Sous-critère 1.3 : ORGANISATION ET MOYENS PROPOSES POUR LES PRESTATIONS PONCTUELLES ASSOCIÉES			112
	Sous-sous critère 1.3.1 : Modalités mises en œuvre par le candidat pour la réalisation de prestations d’implémentation de montée de version microcode		20
	Sous-sous critère 1.3.2 : Adéquation des profils pressentis et modalités de mise en œuvre s’agissant de la prestation d’Astreinte sur site		22
	Sous-sous- critère 1.3.3 : Déménagement / transport		10
		Sous-sous-sous-critère 1.3.3.1 : Intervenants affectés à la prestation	5
		Sous-sous-sous-critère 1.3.3.2 : Déroulement de la prestation	5
	Sous-sous critère 1.3.4 : Installation d’un upgrade matériel : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous critère 1.3.5 : Etude d’architecture d’une solution de stockage : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous- critère 1.3.6 : Analyse et audit d’une solution de stockage : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous critère 1.3.7 : Intervention technique sur une solution de stockage : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous critère 1.3.8 : Gestion et pilotage d’un parc de solutions de stockage : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous- critère 1.3.9 : Formation relative aux solutions de stockage : modalités de mise en œuvre		10
Critère 2 : Valeur financière de l’offre		Les offres financières seront évaluées sur la base du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) fourni par chaque candidat selon la formule suivante :  Note du prix du candidat noté = ((Prix le plus bas) / (Prix de l'offre examinée du candidat noté)) x 500	500
Critère 3 : Performance environnementale		L’appréciation de ce critère se fait au regard des sous-critères ci-dessous :	50
Sous-critère 3.1 : NIVEAUX DE SERVICE PROPOSES POUR LA DESTRUCTION DES SUPPORTS HDD, SSD ET BANDES MAGNETIQUES			25
Sous-critère 3.2 : ORGANISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA PRESTATION DE DESTRUCTION DE DISQUES OU SUPPORTS MAGNETIQUES			25

Pour le lot 3 :

Critères et sous-critères		Eléments d'appréciation		Pondération sur 1000 points
Critère 1 : Valeur technique de l'offre		L'appréciation de ce critère se fait au regard des sous-critères, sous-sous critères et sous-sous-sous-critères ci-dessous :		450
Sous-critère 1.1 : ORGANISATION GLOBALE DU MARCHE				70
	Sous-sous critère 1.1.1 : Pertinence de l'organisation proposée pour la mise en place et le suivi du marché			40
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.1 : Pertinence de l'organisation proposée par le candidat lors de la prestation d'initialisation du marché		20
		Sous-sous-sous-critère 1.1.1.2 : Pertinence de l'organisation proposée par le candidat lors de la prestation de réversibilité du marché		20
	Sous-sous critère 1.1.2 : Gestion des évolutions du parc à maintenir			18
		Sous-sous-sous-critère 1.1.2.1 : Prise en compte du retrait et/ou ajout de Matériel(s) dans le parc du Bénéficiaire		10
		Sous-sous-sous-critère 1.1.2.2 : Prise en compte d'un changement de niveaux de garantie d'un Matériel du parc		8
	Sous-sous critère 1.1.3 : Indicateurs de performance et NPS			12
		Sous-sous-sous-critère 1.1.3.1 : Pertinence des indicateurs de performances complémentaires au CCTP, proposés par le candidat		9
		Sous-sous-sous-critère 1.1.3.2 : Pertinence de l'exemple de fichier de satisfaction Client (NPS)		3
	Sous-critère 1.2 : METHODOLOGIE ET ORGANISATION PROPOSEES POUR LA MAINTENANCE CURATIVE			
	Sous-sous critère 1.2.1 : Modalités de saisine du titulaire, moyens engagées			58
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.1 : Schéma d'organisation interne du candidat		8
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.2 : Mise à disposition d'une boîte d'accès à un portail (extranet)		11
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.3 : Organisation et descriptif relatifs à la prise d'appels dans le cadre du guichet unique		9
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.4 : Proposition par le candidat de mise en œuvre d'une Hot-line Niveau 1 en langue française		4
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.5 : Proposition par le candidat de mise en œuvre du Support Niveau 2 en langue française		9
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.6 : Proposition par le candidat de mise en œuvre du Support Niveau 3 en langue française		9
		Sous-sous-sous-critère 1.2.1.7 : Proposition par le candidat de mise en œuvre de procédures d'escalade		8
	Sous-sous critère 1.2.2 : Télémaintenance proposée par le candidat			18
		Sous-sous-sous-critère 1.2.2.1 : Description par le candidat de l'organisation et des moyens techniques de son service de télémaintenance		10
		Sous-sous-sous-critère 1.2.2.2 : Télémaintenance : Qualité du modèle type de rapport d'intervention		8
	Sous-sous critère 1.2.3 : Stocks de matériel et pièces de rechange			50
		Sous-sous-sous-critère 1.2.3.1 : Liste des stocks de pièces détachées à disposition		25
		Sous-sous-sous-critère 1.2.3.2 : Mise en place d'un stock dédié de pièces détachées		25
	Sous-sous critère 1.2.4 : Habilitations, agréments et partenariats			75
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.1 : Niveau des agréments constructeurs (mainteneur autorisé)		30
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.2 : Intervenants pressentis Niveau 1, 2, 3		30
		Sous-sous-sous-critère 1.2.4.3 : Contrats de service ou de réassurance ou équivalents		15
	Sous-sous critère 1.2.5 : Modalités d'exécution de la maintenance curative d'intervention			67
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.1 : Modalités d'organisation relatives aux agences affectées à l'exécution de la maintenance curative		30



		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.2 : Procédure proposée par le candidat s’agissant de la mise à disposition des mises à jour correctives, mineures et majeures du microcode	15
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.3 : Moyens mis à disposition des techniciens d'intervention (matériels, outils...)	15
		Sous-sous-sous-critère 1.2.5.4 : Qualité du compte-rendu d'intervention proposé par le candidat	7
Sous-critère 1.3 : ORGANISATION ET MOYENS PROPOSES POUR LES PRESTATIONS PONCTUELLES ASSOCIÉES			112
	Sous-sous critère 1.3.1 : Modalités mises en œuvre par le candidat pour la réalisation de prestations d’implémentation de montée de version microcode		20
	Sous-sous critère 1.3.2 : Adéquation des profils pressentis et modalités de mise en œuvre s’agissant de la prestation d’Astreinte sur site		22
	Sous-sous- critère 1.3.3 : Déménagement / transport		10
		Sous-sous-sous-critère 1.3.3.1 : Intervenants affectés à la prestation	5
		Sous-sous-sous-critère 1.3.3.2: Déroulement de la prestation	5
	Sous-sous critère 1.3.4 : Installation d’un upgrade matériel : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous critère 1.3.5 : Etude d’architecture d’une solution de sauvegarde : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous- critère 1.3.6 : Analyse et audit d’une solution de sauvegarde : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous critère 1.3.7 : Intervention technique sur une solution de sauvegarde : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous critère 1.3.8 : Gestion et pilotage d’un parc de solutions de sauvegarde : modalités de mise en œuvre		10
	Sous-sous- critère 1.3.9 : Formation relative aux solutions de sauvegarde : modalités de mise en œuvre		10
Critère 2 : Valeur financière de l’offre		Les offres financières seront évaluées sur la base du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) fourni par chaque candidat selon la formule suivante :  Note du prix du candidat noté = ((Prix le plus bas) / (Prix de l'offre examinée du candidat noté)) x 500	500
Critère 3 : Performance environnementale		L’appréciation de ce critère se fait au regard des sous-critères ci-dessous :	50
Sous-critère 3.1 : NIVEAUX DE SERVICE PROPOSES POUR LA DESTRUCTION DES SUPPORTS HDD, SSD ET BANDES MAGNETIQUES			25
Sous-critère 3.2 : ORGANISATION ENVIRONNEMENTALE DE LA PRESTATION DE DESTRUCTION DE DISQUES OU SUPPORTS MAGNETIQUES			25

### VI.3. Règles des arrondis

Dans le cadre de l'application des critères de sélection des offres, en cas de notation ayant pour résultat un nombre à virgule, les notes seront données avec 2 chiffres après la virgule en appliquant la règle d'arrondi ci-après.

Si le troisième chiffre après la virgule des notes est :

- Strictement inférieur à 5 : le deuxième chiffre après la virgule est arrondi par défaut au centième inférieur ;
- Supérieur ou égal à 5 : le deuxième chiffre après la virgule est arrondi par excès au centième supérieur.

A titre d'exemple :

- une notation de 15,321 est arrondie à 15,32 ;
- une notation de 15,325 est arrondie à 15,33 ;
- une notation de 15,328 est arrondie à 15,33.

### VI.4. Attribution de l'accord-cadre, mise au point

Au terme de la procédure, l'Administration peut :

- soit choisir l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères figurant au point VI.2 ci-avant ;
- soit déclarer la procédure sans suite dans les conditions définies à l'article R.2185-1 du code susvisé.

Dans le premier cas, il doit être précisé que la société ayant transmis l'offre économiquement la plus avantageuse n'est déclarée attributaire qu'après qu'elle ait adressé, au plus tard dans le délai demandé par l'Administration, l'ensemble des attestations et certificats permettant de justifier que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément aux articles R.2144-3 et R.2144-4 du code susvisé (étant cependant précisé que les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail doivent avoir moins de six mois, la règle introduite par l'article R.2144-3 du code susvisé trouve ici aussi à s'appliquer).

Dans le cas où ces conditions ne seraient pas satisfaites dans les délais prescrits, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les mêmes éléments dans les mêmes délais avant que le marché ne lui soit attribué.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

L'attribution donne lieu à une conclusion formelle sous réserve d'une circonstance de nature à l'en empêcher (refus d'une autorité de contrôle et recours contentieux notamment).

Par ailleurs, l'Administration se réserve la possibilité de demander la rematérialisation de l'offre du candidat pressenti lors de l'étape de signature des documents.

### VI.5. Décision finales/information des candidats évincés

Soit, conformément à la réglementation en vigueur, après avoir attribué l'accord-cadre à l'un ou à plusieurs des candidats, l'Administration :

- informe par courrier les candidats non retenus dans les conditions définies à l'article R.2181-1 du code de la commande publique, des motifs de sa décision ;
- publie, après la notification, les résultats de la consultation au bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP) et au journal officiel de l'Union européenne (JOUE), en indiquant notamment le nom du (des) titulaire(s) et le montant de l'accord-cadre.

Soit, conformément à la réglementation en vigueur, après avoir déclaré la consultation sans suite, le ministère de la Justice communique dans les plus brefs délais les motifs de sa décision de ne pas attribuer le marché ou de recommencer la procédure aux opérateurs économiques y ayant participé conformément à l'article R.2185-2 du code de la commande publique.

## VI.6. Voies et délais de recours

En cas de litige résultant du présent règlement de la consultation, le tribunal administratif compétent est le Tribunal administratif de Paris situé :

7 Rue de Jouy, 750181 Paris Cedex 04.

Téléphone : 01 44 59 44 00 Télécopie : 01 44 59 46 46.

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Les voies de recours contre la présente procédure sont les suivantes :

- un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, devant le juge des référés du tribunal administratif (CJA article L551-1 à L 551-4 et L551-10 à L 551-12) ;
- un référé contractuel (CJA L551-13 à L 551-23 et R 551-7) dans un délai de 31 jours suivant la date de publication de l'avis d'attribution, ou pendant six mois à compter du lendemain de la date d'attribution du marché si aucun avis d'attribution n'a été publié ;
- un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (CJA article R 421-1) ;
- un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (CE, n°358994 du 4 avril 2014, Département du Tarn et-Garonne). Dans le cadre de ce recours, la requête peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat. Pour que cette demande soit recevable, les conditions strictes du référé suspension doivent être réunies (urgence et doute sérieux).